



DECLARATION LIMINAIRE du 13 juin 19

Monsieur le Directeur Académique,

Mesdames, Messieurs les membres de la commission,

Le SE UNSA 95 remercie chaleureusement les services pour ce travail réalisé avec dévouement du ministère et effectué dans la précipitation lors de la mise en place de ce « mouvement nouvelle formule ».

Malgré cet investissement sans faille de la part des services administratifs du 95, le mouvement départemental présente une opacité certaine. Le nombre de postes non occupés et le nombre de situations individuelles rocambolesques interrogent fortement.

Quel est l'objectif de mettre en place un nouvel outil qui ne présente à nos yeux et ceux des collègues que des défauts, qui donne les résultats tardivement, qui place les équipes en tension, ne laisse pas le temps de préparer une rentrée sereine à titre provisoire dans l'ASH et sur les postes de direction ?

Le SE UNSA 95 attend des éclaircissements. Selon nos relevés, le mouvement pourrait être complètement refait. En effet, nous ne comprenons pas comment ont fonctionné les vœux de bassin ? Nous ne saisissons pas non plus comment il est possible que des postes et des collègues soient encore sans affectation malgré un nombre de points conséquents et des vœux précis non utilisés.

Le SE UNSA 95 s'interroge également sur les demandes de détachement dans le second degré. La dernière CAPD a mis en lumière des demandes dans une autre académie. Comment pouvez-vous justifier ce type de mutations déguisées auprès de collègues présentant des EXEAT et participant aux permutations nationales depuis plusieurs années sans réponses positives ?

En outre, vous bloquez toutes ces demandes dans l'académie de Versailles sans que les collègues puissent faire valoir leurs capacités auprès des IA IPR.

L'accès à la classe exceptionnelle permet une hausse significative des rémunérations et a aussi des incidences positives sur le calcul des pensions. Au-delà de cet enjeu salarial, c'est également la reconnaissance du parcours professionnel des personnels qui est en jeu. Pour le SE-Unsa, signataire du protocole PPCR qui a permis la création de ce troisième grade, il est urgent d'apporter des modifications pour permettre au plus grand nombre d'y accéder le plus tôt possible.

Ce mois de juin est un mois de tension dans les écoles. Les collègues souffrent de conditions de travail qui se détériorent : gestion de plus en plus fréquentes de situations difficiles, d'enfants perturbateurs, des inclusions en maternelle, et en particulier en PS sans accompagnement, des enseignants qui « craquent », l'impuissance des équipes des circonscriptions face à ces situations, le manque d'AESH/AVS, les demandes administratives qui prennent de plus en plus sur la pédagogie, explosion des 108h, mouvement qui arrive sur un mois compliqué en terme de commandes, rdv parents, LSU, festivités de fin d'année, passation au collège, répartitions...

Enfin, toutes ces interrogations font écho à la politique gouvernementale qui veut contourner les corps intermédiaires et les délégués syndicaux dans le projet CAP 2022. Le SE UNSA 95 rappelle ici son désaccord sur la méthode de dialogue social utilisée depuis plus d'un an au niveau national. Les organisations syndicales représentatives doivent être davantage entendues.

Nous demandons pour terminer notre propos liminaire de laisser la possibilité aux équipes enseignantes, qui le souhaiteraient, d'utiliser les deux journées de pré- rentrée pour préparer en amont le travail de la rentrée 2019.

Merci pour votre écoute,
Monsieur le Directeur Académique,
Mesdames, Messieurs les membres de la commission